



« Celui qui contrôle l'infrastructure contrôle les flux, les données et, à terme, une part du débat public » : « Face à Starlink, l'Europe doit agir sans attendre »



SpaceX prévoit de projeter 40.000 satellites à terme. (Photo Stocktrek Images Via AFP)

TRIBUNE

Par Sébastien Crozier (Président du syndicat CFE-CGC Orange)

5 Mars 2026

L'espace extra-atmosphérique échappe à toute taxation, alors que les opérateurs terrestres supportent des prélèvements pouvant représenter jusqu'à 25 % du prix final. L'Europe doit investir, réguler, protéger l'accès à l'espace pour garantir sa souveraineté, plaide Sébastien Crozier, président de la CFE-CGC Orange.

Jusqu'à une période récente, et avant le lancement opérationnel de Starlink en 2021, les télécommunications par satellites relevaient d'un marché de niche. Elles étaient réservées à des usages spécialisés – industries extractives, transport, défense, États – avec des performances limitées : latence élevée, débits modestes, équipements coûteux.

### Starlink : une rupture technologique et un projet politique

L'arrivée de SpaceX et de sa constellation a bouleversé cet équilibre. En industrialisant la production des satellites, en réduisant drastiquement les coûts de lancement et en standardisant les terminaux, Starlink a rendu possible une connectivité satellitaire à haut débit, comparable aux réseaux terrestres de dernière génération. Cette rupture contraint les acteurs européens historiques à se transformer, tandis que de nouveaux projets émergent. La promesse est séduisante : connecter les zones isolées et réduire la fracture numérique.

Mais cette promesse masque une réalité politique. Starlink et Kuiper ne cherchent pas à compléter les réseaux existants, mais à verrouiller une infrastructure critique mondiale. Leur stratégie vise la constitution d'un oligopole privé capable de fournir – ou de couper – des services de communication à l'échelle planétaire. Cette concentration inquiète jusque dans leur propre pays : plusieurs responsables politiques américains alertent désormais sur les risques systémiques et anticoncurrentiels.

### Les orbites basses – nouveau Far West stratégique

La bataille se joue aussi dans l'espace. Avec plus de 20 000 satellites projetés, et jusqu'à 40 000 à terme pour SpaceX, ces constellations saturent les orbites basses les plus stratégiques, entre 300 et 600 kilomètres d'altitude. À ce rythme, l'accès à l'espace devient un fait accompli industriel. L'entrée de nouveaux acteurs est rendue quasi impossible. Les incidents se multiplient déjà, alors même qu'une fraction seulement des satellites est déployée.

## Des infrastructures critiques devenues politiques

L'enjeu dépasse largement la technologie. Le contrôle des réseaux de communication conditionne désormais la sécurité démocratique : circulation de l'information, résilience des États en temps de crise, protection des processus électoraux, lutte contre la désinformation. Celui qui contrôle l'infrastructure contrôle les flux, les données et, à terme, une part du débat public. La Chine l'a compris. Elle prépare sa propre constellation et avance méthodiquement en Afrique en combinant satellites, infrastructures terrestres, financements et dépendances stratégiques dans le cadre des nouvelles routes de la soie numériques. L'Afrique devient ainsi un champ décisif de la souveraineté numérique mondiale.

Les déséquilibres économiques accélèrent cette dynamique. Un réseau satellitaire global coûte aujourd'hui l'équivalent d'un ou deux réseaux terrestres nationaux européens, tout en bénéficiant d'économies d'échelle massives. À cela s'ajoute une asymétrie fiscale majeure : l'espace extra-atmosphérique échappe à toute taxation, quand les opérateurs terrestres européens supportent des prélèvements spécifiques pouvant représenter jusqu'à 25 % du prix final. Cette distorsion fragilise les investissements locaux, détruit des emplois – plus de 50 000 en deux ans – et affaiblit l'aménagement des territoires.

La question des satellites n'est donc plus un débat technologique ou industriel. C'est un choix de souveraineté démocratique. Les décisions prises – ou non prises – aujourd'hui structureront pour des décennies la capacité des États européens à garantir l'indépendance de leurs communications, la sécurité de leurs données et la résilience de leurs institutions.

## Souveraineté numérique : l'Europe au pied du mur

L'Europe dispose encore d'atouts décisifs : des industriels du spatial, des opérateurs de télécommunications, des réseaux terrestres denses, des stations de base, des capacités de lancement, des compétences réglementaires et un marché intégré. Elle maîtrise aussi les technologies du new space, dispose des talents, de l'ingénierie et des capacités financières nécessaires à un projet de grande ampleur. Les capitaux existent, l'expertise est là. Ce qui fait défaut, c'est moins la technologie que la capacité collective à formuler une vision industrielle claire et à assumer une volonté politique et entrepreneuriale à la hauteur des enjeux. L'Europe dispose enfin de partenaires potentiels, notamment en Afrique, prêts à construire des infrastructures numériques équilibrées plutôt que des dépendances stratégiques. Mais ces leviers ne valent que s'ils sont activés maintenant.

Dans cinq ans, les orbites basses seront saturées, les positions dominantes consolidées et les marges de manœuvre politiques réduites à presque rien. L'inaction d'aujourd'hui équivaldrait à une renonciation durable. Il appartient donc aux institutions européennes, aux États membres et aux régulateurs d'assumer pleinement leur responsabilité : investir, réguler, nouer des partenariats et protéger l'accès à l'espace comme un bien commun stratégique.

**Sébastien Crozier**

« Celui qui contrôle l'infrastructure contrôle les flux, les données et, à terme, une part du débat public » :

« Face à Starlink, l'Europe doit agir sans attendre »



**Retrouvez toutes  
nos tribunes**



**CHOISISSEZ  
CEUX  
QUI  
AGISSENT !**